

Versions antérieurs : 12/05/2018 (GT5) ; 24/10/18 (GT5) ; 30/10/18

**Conseil Consultatif de Pêche Lointaine de l'UE
Date prévu pour adoption : 3 Décembre 2018**

R-05-18/WG5

**RECOMMANDATIONS DU LDAC CONCERNANT LA CONSOLIDATION DU RÔLE
DE L'UE DANS LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE DES PÊCHES**

Logique et résumé des recommandations

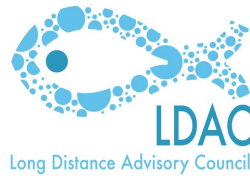
Le Règlement (UE) 1380/2013 de la Politique Commune de la Pêche a montré l'importance que l'Union Européenne (UE) attache à ses pêches internationales et sa volonté politique de prendre la tête de la gouvernance internationale des pêches comme élément clé de la gouvernance des océans.

Alors que nous sommes pratiquement à mi-chemin de la PCP et de sa dimension externe, une étude du WWF publié en 2018 a établi que l'UE est mieux placée que la plupart des autres acteurs pour prendre la tête de la gouvernance internationale des pêches. Cela dit il reste encore des progrès à faire dans plusieurs domaines au titre des APPD et de l'action de l'UE au cœur des ORGP pour que cette dernière puisse réaliser pleinement son ambition et ses engagements.

Le LDAC recommande les actions suivantes pour que l'UE puisse atteindre ses objectifs :

Recommandations générales :

- Des efforts urgents sont à faire pour assurer la cohérence, la coordination et la transparence au sein des politiques et agences communautaires, car cela permettra de maximiser les résultats positifs des APPD et l'action des ORGP, non seulement en termes de gouvernance des pêches mais aussi de Croissance Bleue et de contribution de l'Europe aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.
- Étant donnée la nature globale des défis que rencontrent les océans, rallier le soutien des autorités des états riverains clé et autres parties prenantes internationales dans le monde est une condition *sine qua non* pour la réalisation des objectifs ci-dessus.
- Cette immense tâche exigera à l'UE de tirer le meilleur parti de ses actifs et sa représentation dans le monde. Pour sa part, le LDAC a pris l'engagement inconditionnel de faire tout son possible pour intégrer et maximiser ses activités et liens avec les parties prenantes, les organisations régionales et la société civile, à titre de complément et de promotion des actions communautaires.



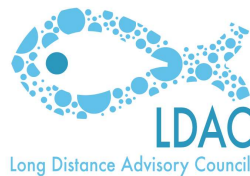
Recommandations spécifiques :

- **Concernant les APPD : Garantir**

- Que toutes les obligations réglementaires communautaires pertinentes soient également incluses dans tous les protocoles APPD
- Que durabilité, équité, transparence et responsabilité soient les principes appliqués dans les APPD
- Que les APPD soient au bénéfice mutuel des deux parties : UE et pays partenaire
- Une plus grande cohérence et une meilleure synergie entre les utilisations du soutien sectoriel communautaire et des fonds et initiatives nécessaires
- La révision de la méthodologie de l'UE pour permettre la mise en place d'actions clé pour le développement durable des pêcheries dans les pays partenaires

Concernant les ORGP : Garantir

- Que toutes les propositions soumises par l'Union Européenne soient basées sur des données scientifiques
- Que des efforts soient faits pour encourager la coopération parmi les ORGP et assurer la cohérence entre leurs cadres réglementaires respectifs
- Que le leadership de l'UE et le travail au sein des ORGP trouvent pleinement leur reflet au cœur d'autres institutions et organisations internationales clé comme la FAO et l'Assemblée Générale de l'ONU (UNGA pour les sigles en anglais)
- Qu'un travail soit fait sur la façon dont les groupes de travail formels et informels de l'UE avec les états pêcheurs clé peuvent être utilisés pour s'attacher le soutien aux propositions des ORGP et mobiliser les acteurs locaux en termes de soutien actif de la gouvernance des océans.



1. ANTÉCÉDENTS

Cette recommandation du LDAC se fondera sur le travail du LDAC en termes d'amélioration de la mise en place de la dimension externe de la PCP et fera le lien avec les questions relatives au rôle des pêcheries dans la gouvernance internationale des océans et l'économie bleue.

Des océans sains sont essentiels à la vie humaine car ce sont des régulateurs climatiques et ils sont source d'aliments et d'autres ressources. Mais ils se heurtent à de multiples menaces. C'est pourquoi la consolidation du cadre international de gouvernance des océans est l'une des priorités de l'Union Européenne (UE) et de bien d'autres pays du monde, comme on a pu le constater l'année passée lors de la réunion ONU consacrée aux océans tenue à New York¹, de la conférence Notre Océan qui a eu lieu à Malte, et plus récemment en Indonésie². Des océans plus sains contribueront à réguler le climat et à assurer la sécurité alimentaire et la subsistance, et ainsi qu'à accomplir les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, en particulier le numéro 14, « *Vie aquatique* »³.

Le LDAC avait donc accueilli avec plaisir la publication par l'Union Européenne d'un communiqué conjoint en novembre 2016, intitulé : « *La gouvernance océanique internationale : Un agenda pour l'avenir de nos océans* »⁴. Ce communiqué confirmait la contribution clé des pêcheries durables à une bonne gouvernance des océans, qui aidera à atteindre l'ODD numéro 14 de l'ONU, consacré aux Océans⁵ et à l'économie bleue durable.

Ces questions sont particulièrement importantes pour les politiques externes de la PCP et pour le rôle du LDAC à l'heure d'identifier comment aider au mieux la progression de l'Union Européenne en la matière. Dans le cadre de cet exercice, le WWF a réalisé une présentation, lors de la réunion du Groupe de Travail 4 du LDAC le 8 novembre 2017, de son rapport intitulé « *L'Europe est-elle prête à prendre la tête de la gouvernance internationale des pêcheries ?* »⁶.

Le LDAC a soupesé sa réponse à cette question, songeant à la façon dont les politiques communautaires relatives à la dimension externe de la PCP sont mises en place dans le cadre des Accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) et de l'action de l'UE au sein des Organisations Régionales de Gestion des Pêches (ORGP). Outre ses obligations environnementales communautaires et internationales, l'UE a pris l'engagement de la « *Cohérence des politiques pour le développement* » (Article 208 du TFUE) qui est un autre aspect important à prendre en considération. D'après ce document, l'UE doit tenir compte des objectifs de développement dans toutes ses politiques susceptibles de concerner les pays en développement. Il vise à minimiser les contradictions et à encourager les synergies entre les différentes politiques communautaires.

¹ Conférence sur les océans de l'ONU, réunion de juin 2017 : <https://oceanconference.un.org/>

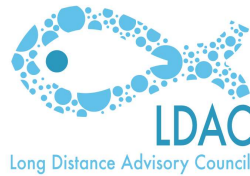
² Conférence Notre Océan, Malte : <https://www.ourocean2017.org>; [Indonesia Our Ocean: \(ajouter lien\)](#)

³ <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>

⁴ https://ec.europa.eu/maritimeaffairs/sites/maritimeaffairs/files/join-2016-49_en.pdf

⁵ <http://www.un.org/sustainabledevelopment/oceans/>

⁶ Ce rapport examine la mise en place de la PCP ED 2013 au sein des ORGP et dans les APPD par rapport aux obligations de développement durable et de gouvernance et d'environnement : <https://www.wwf.org.uk/updates/europe-ready-lead-international-fisheries-governance>



L'étude du WWF montre que de gros efforts ont été faits par l'UE dans la dernière réforme de la PCP et sa mise en place pour promouvoir des pêcheries durables sur la scène internationale.

Dans l'ensemble, l'étude conclut que l'UE est mieux placée que la plupart du reste des acteurs pour ouvrir la voie à une gouvernance des pêcheries durables. C'est l'opinion que soutient clairement le Parlement Européen dans sa résolution du 12 avril 2016 sur les règles communes relatives au respect de l'application de la dimension externe de la PCP, accords de pêche compris⁷.

De plus, l'UE a été un leader global actif dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et la Règlements INN communautaire reste l'une des plus progressistes et solides de toutes les lois anti-INN mondiales.

Cela dit il reste encore des progrès à faire sur plusieurs aspects au titre des APPD et des actions de l'UE au cœur des ORGP pour pouvoir réaliser pleinement ambition et engagements. En outre, des efforts et améliorations seront également nécessaires de la part de tous les états riverains si une action internationale de la part de l'UE se veut efficace. Le LDAC appelle donc l'UE à travailler pour améliorer ces deux exigences.

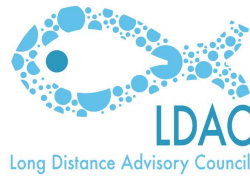
2. ANALYSE DES ÉLÉMENTS PRINCIPAUX

2.1. Mise en place de la dimension externe de la PCP

L'étude du WWF souligne que la nouvelle PCP a incontestablement conduit à des progrès dans plusieurs domaines politiques, mais des difficultés et points faibles persistent puisque la dimension externe de la PCP va probablement devoir continuer à lutter seule contre les problèmes. C'est là qu'une plus grande cohérence et une meilleure coordination entre les politiques communautaires de pêches, commerciales et d'aide au développement sont nécessaires de toute urgence pour permettre à l'UE de remplir ses obligations au titre des APPD et dans le cadre des ORGP et de se placer à la tête de la gouvernance internationale des pêcheries. Des améliorations dans ce domaine contribueraient aussi à une économie bleue durable et à l'accomplissement des ODD de l'ONU.

L'UE devrait donc développer des stratégies aussi cohérentes que complètes pour les zones de pêche où les flottilles communautaires déploient leur activité. De telles stratégies doivent inclure au moins les aspects propres aux pêcheries, au commerce et à l'aide au développement, pour garantir que les intentions de l'UE trouvent clairement reflet dans ces différentes politiques et qu'un message unique soit délivré en vue d'épauler des pêcheries durables en termes économiques, sociaux et environnementaux dans la région concernée. Cela bénéficierait à toutes les parties prenantes. Une approche régionale consoliderait également la performance de l'UE au sein des ORGP en permettant une action coordonnée avec les membres de ces dernières dans la région tout au long de l'année.

⁷ EP 2015/2091(INI) : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A8-2016-0052&language=EN>



Pour que ces stratégies aient toutes les chances de réussir en termes de conception et de mise en place, le processus se devra d'être transparent et inclusif aussi bien en Europe qu'avec les partenaires des ORGP et APPD.

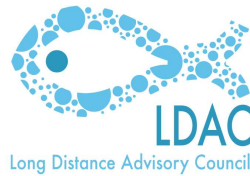
Des améliorations dans ces domaines sont souhaitables en soi, mais elles sont également clé pour permettre aux flottilles de pêche lointaine de mieux mettre en œuvre les obligations prévues par la PCP et de renforcer leur contribution sociale et économique dans les pays partenaires. C'est également le cas pour des conclusions plus effectives au sein des ORGP et autres scènes traitant de la gestion des pêches à l'international. Dans l'ensemble, une telle interaction devrait resserrer les liens avec les pays partenaires et améliorer la compréhension mutuelle qui bénéficierait aussi bien aux flottilles communautaires qu'aux flottilles locales.

2.2. Relations externes avec les états riverains

Un leadership de l'UE conduira à de grandes améliorations politiques et à d'importants acquis pratiques. Cela dit, pour que ce leadership donne lieu aux changements concrets et effectifs nécessaires, les autres parties prenantes et pays concernés dans le monde devront redoubler d'efforts et d'implication. Si des relations plus étroites avec les pays partenaires, comme indiqué ci-dessus, devraient consolider les rapports bilatéraux et multilatéraux, il n'en reste pas moins que l'UE devra probablement renforcer ses ressources humaines et ses activités diplomatiques internationales.

Cela dit, elle possède déjà un vaste réseau de relations dans le monde à travers ses délégations dans des pays tiers et les missions de mise en place, par ses fonctionnaires, de diverses politiques ; et elle est le principal donneur d'aide. Le LDAC peut apporter une contribution en ce sens à travers les liens établis avec les organisations régionales comme la COMHAFAT et l'OIC, sans oublier les partenariats publics-privés et les investissements. Il songera à la façon de renforcer sa contribution pour promouvoir un changement positif dans les régions concernées.

La législation communautaire relative aux pêcheries internationales a bénéficié de la participation active des organes des parties prenantes, comme le LDAC. L'implication des organisations de la société civile, dont le secteur de la pêche, reste encore à développer dans bien des pays tiers. L'UE estime depuis longtemps qu'une plus forte participation des parties prenantes à la vie publique incarne un développement souhaitable pour la démocratie, la règle de droit et l'intégration des citoyens, et en particulier des femmes, dans la vie publique. La DG MARE devrait donc envisager de travailler avec EuropeAid de sorte à identifier les fonds et initiatives qui vont contribuer à promouvoir la participation des organisations de parties prenantes et de la société civile, et inclure les questions d'égalité des genres et de participation des femmes dans la gouvernance des pêcheries.



3. DOMAINES D'AMÉLIORATION SPÉCIFIQUES

3.1. Dans l'Union Européenne

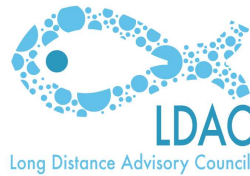
A- Accords de partenariat dans le secteur de la pêche (APPD)

Comme indiqué plus haut, plusieurs exigences restent à remplir en ce qui concerne les APPD. Dans l'ensemble, l'Article 31 prévoit l'obligation d'assurer que les APPD « bénéficient mutuellement à l'Union et au pays tiers concerné, ce qui comprend sa population locale et son industrie halieutique ». Le grand problème reste les variations entre les exigences de la PCP d'un protocole à l'autre. Sans toutefois renoncer à la possibilité d'inclure certaines conditions spécifiques à chaque protocole, tous devraient contenir à titre de base légale la même panoplie d'exigences réglementaires communes (conditions d'accès, durabilité, transparence, embarquement d'observateurs en mer, etc.) Il est important de faire appel aux meilleurs avis scientifiques pour les questions de durabilité, d'équité, de transparence et de responsabilité qui bénéficieront à toutes les parties prenantes.

Or il n'y a pas de durabilité sans transparence. Des efforts sont donc impératifs pour avancer dans ce domaine, par exemple par l'inclusion de contenus comme ceux de l'article 1 du protocole actuel unissant l'UE et la Mauritanie et l'assurance que les pays partenaires respectent bien les obligations qui découlent du protocole signé. Des synergies pourraient aussi être recherchées à travers des initiatives comme l'Initiative pour la Transparence des Pêches (FITI), dont le standard vise à une plus grande transparence dans tous les accords d'accès, et qui comprend l'information relative aux activités de la flottille et l'accès et la traçabilité des paiements effectués en échange de la pêche.

De plus, pour permettre aux acteurs locaux d'être plus conscients et plus impliqués dans le processus de négociation des APPD, et probablement d'accroître la surveillance nationale des paiements réalisés en guise de soutien sectoriel par le pays tiers, il serait bon que l'UE encourage les parlements locaux à débattre des APPD et de garantir un plus fort engagement de la société civile locale, à la fois dans le processus de négociation et dans la mise en place.

Bien que les APPD soient respectés d'une façon générale par les flottilles de pêche de l'UE, l'étude du WWF fait aussi état de certains problèmes au niveau des obligations, comme les rapports de captures de la part des navires communautaires et l'embauche de marins locaux à bord des navires qui pêchent au titre des APPD. En plus d'une action urgente de la part de toutes les parties concernées pour combler ces lacunes de mise en place, nous insistons sur le fait qu'une plus grande cohérence entre les politiques communautaires devrait permettre à l'UE et à ses partenaires de consolider la mise en place partout. L'UE devrait aussi utiliser les APPD (ou accords commerciaux) actuellement en place pour encourager les pays tiers à lutter activement contre la pêche INN. Les pays tiers qui bénéficient des APPD depuis de nombreuses années manquent souvent de volonté politique et/ou de ressources pour contrôler de façon effective leurs eaux ou leurs flottilles dans leurs ZEE, comme on l'a récemment vu dans le cas des Comores. L'UE devrait utiliser ses accords commerciaux ou d'accès pour palier à cette situation.



La conformité à toutes les règles pertinentes de la part des flottilles communautaires de pêche lointaine est essentielle pour leurs futures activités, et aussi lorsqu'elles pêchent au titre d'autorisations directes ou d'accords privés. En effet, les flottilles et le secteur communautaires ont apporté une très grande contribution à l'adoption, le 12 décembre 2017, de la nouvelle réglementation concernant la gestion durable des flottilles externes (SMEFF pour les sigles en anglais) qui renforce ces aspects⁸.

La Commission Européenne et les États membres de l'UE doivent aussi assumer leurs responsabilités respectives dans ce domaine, si l'UE veut effectivement prendre la tête de la gouvernance internationale des océans et des pêcheries. Les antécédents dans la mise en place du Règlement INN communautaire ont montré que les politiques peuvent permettre d'atteindre des résultats, mais aussi que les inégalités persistent en termes de mise en place harmonisée. Et qu'il y a un besoin d'amélioration.

Les efforts de l'UE sont bienvenus au titre de la dernière réforme de la PCP pour garantir que les pays partenaires et leur industrie halieutique reçoivent tous les bénéfices du soutien sectoriel au titre des APPD. Cela pourrait valoir la peine de voir si les allier à un financement supplémentaire provenant d'autres sources aiderait à booster les avantages issus de ce soutien.

Cela pourrait permettre d'accroître le développement de capacités à l'aide de nouvelles infrastructures facilitant le débarquement, le traitement, le commerce et le transport des captures, donc au bénéfice non seulement des grands navires mais aussi des petits navires, des coopératives locales et organisations commerçantes de femmes.

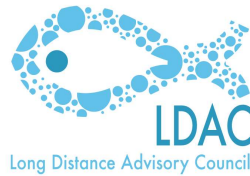
Le processus d'identification des priorités de financement devrait être transparent, inclusif et participatif. De même le reporting de ce qui a été fait avec le soutien sectoriel et d'autres fonds doit être rendu public, de sorte que les parties prenantes locales et autres aient facilement accès à cette information.

Une plus grande cohérence et de meilleures synergies entre l'utilisation du soutien sectoriel et d'autres aspects des APPD pourraient être à l'avantage à la fois des pêcheries artisanales locales et des armateurs communautaires. Le fait de faciliter la formation des membres des pêcheries locales améliorerait les perspectives d'emploi sur les navires communautaires qui pêchent au titre d'APPD, tout en permettant aux armateurs communautaires de mieux remplir leurs obligations d'embauche du personnel local.

À cet égard, la méthodologie d'évaluation des APPD et leur format devraient être révisés pour inclure des points clé pour le développement durable des pêcheries dans les pays partenaires (notamment les questions de genre, l'environnement, les évaluations d'impact socioéconomique des investissements effectués dans le cadre du soutien sectoriel, l'emploi, etc.)

⁸ Règlement (EU) 2017/2403

<http://www.europarl.europa.eu/legislative-train/theme-fisheries/file-sustainable-management-of-external-fishing-fleets>



B- Action de l'UE dans les Organisations Régionales de Gestion des Pêches

Le WWF estime aussi que l'UE prend une part active au sein des ORGP. Ses propositions concernent en général des domaines d'une très grande importance pour assurer une bonne gouvernance des pêcheries. Cela dit, les propositions ne sont pas toujours basées sur les données scientifiques et dans certains domaines, l'UE pourrait parfois aller plus loin pour améliorer le rendement global des ORGP.

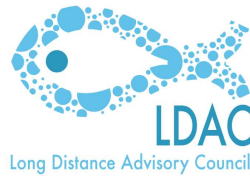
En effet, la nouvelle PCP exige à l'UE d'« *encourager la coopération entre les ORGP et la cohérence entre leurs cadres réglementaires respectifs* ». Elle doit également « *soutenir le développement de la connaissance et des avis scientifiques en vue de garantir que les recommandations se fondent sur ces avis* » (Article 30). Ce sont des éléments clé dans l'établissement d'un leadership communautaire, et dans la consolidation des organes régionaux de gestion des pêches, qui sont la clé de voûte de tout cadre de gouvernance des océans au plan global. Il sera aussi nécessaire pour ce leadership que le travail effectué trouve pleinement son reflet auprès d'autres institutions ou organisations internationales clé comme l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et l'Assemblée Générale de l'ONU.

L'UE possède des groupes de travail formels ou informels avec plusieurs nations clé dans le domaine de la pêche, comme le Japon, les États-Unis, la Corée du Sud et/ou le Ghana. Ces groupes de travail pourraient faire l'objet d'une programmation et d'une utilisation plus stratégiques, permettant de s'attacher le soutien aux propositions des ORGP. De plus, ces groupes de travail, s'ils se réunissent dans les pays tiers et s'ils sont plus inclusifs et transparents, pourraient aider à mobiliser les acteurs locaux grâce à la tenue d'événements parallèles animant les gouvernements locaux à se montrer plus ambitieux sur les questions liées à la gouvernance des océans internationaux.

Une autre disposition particulièrement pertinente et importante dans l'Article 29 exige à l'« *Union... de soutenir activement le développement de mécanismes adaptés et transparents pour l'attribution des possibilités de pêche* ». De récents débats à ce sujet au sein du Groupe 1 soutenaient le principe selon lequel la pratique d'une pêche responsable devrait être un argument prioritaire pour l'attribution des ressources. Ce principe a été abordé de façon spécifique dans le cas de l'allocation des ressources et conditions minimales d'accès aux flottilles de l'UE dans la zone économique exclusive des pays tiers, débattu dans la réunion annuelle de la CTOI en 2017. Si les débats concernant l'attribution des possibilités de pêche sont complexes, une plus grande interaction et des échanges réguliers, comme ceux décrits dans le présent document, avec les pays partenaires et les parties régionales et internationales, devraient faciliter le processus et aider à identifier les points communs.

3.2. Au plan international / Pour la haute mer

Ce domaine de travail devrait exiger pas mal de discussions et de préparation, au plan interne comme externe. Cela dit, il est essentiel de garantir dans la pratique que tous les engagements et garanties affichés par les parties du monde entier dans les conférences et autres événements précités se traduisent par une action pratique et ponctuelle pour pouvoir évoluer vers un cadre international pour la gouvernance des océans et des pêcheries.



L'UE est la mieux placée pour mobiliser le soutien des pays d'influence dans le domaine maritime de sorte à entretenir la dynamique actuelle. Le LDAC doit également jouer un rôle ici, puisque de par sa nature il a vocation de preuve que l'action conjointe et le dialogue entre les autorités et les parties prenantes peuvent permettre d'atteindre d'excellents résultats.

3.3 Rôle du LDAC

Le LDAC a toujours réclamé à l'UE plus de cohérence dans ses politiques pour parvenir à une approche plus coordonnée et plus homogène au niveau de la gouvernance internationale des pêcheries. De même que le dialogue est nécessaire au niveau politique pour formuler et parvenir à des traités internationaux, les parties prenantes dans tous les pays doivent développer une version commune et en faciliter la mise en place. Trop souvent, des engagements et promesses nécessaires et ambitieux ne peuvent se matérialiser ou restent inefficaces à cause d'une mise en place inadéquate ou absente provoquée par un suivi et/ou des ressources déficients. C'est là que les parties prenantes internationales comme le LDAC ont un rôle clé à jouer, à travers le dialogue permettant d'encourager et de faciliter une mise en place effective. Le LDAC a prouvé la valeur de son travail en termes de formulation, adoption et mise en œuvre de politiques. Ses membres ont pris l'engagement de mettre leur expertise au service du travail avec les partenaires internationaux pour aboutir à une gouvernance internationale durable des pêcheries, élément clé de la gouvernance des océans et de l'accomplissement de l'ODD 14 et autres objectifs afférents. Le LDAC a déjà partagé avec la Commission certaines idées quant à la façon dont l'UE peut lui apporter son soutien dans la promotion du dialogue international, outil qui sera synonyme d'une meilleure mise en œuvre et d'une plus grande progression vers une ô combien nécessaire gouvernance internationale durable des pêcheries.

-FIN-